

1. DEC 1961

Coordinatio

Coordination (2)

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 6e september 1961 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot opheffing van de bijzondere bepalingen die voorzien zijn ten gunste van sommige officieren wat betreft de leeftijd van hun oprustpensioenstelling", heeft de 20e november 1961 het volgend advies gegeven:

Le projet abroge diverses dispositions qui ont fixé, pour les officiers subalternes occupant certains emplois, des limites d'âge spéciales pour leur mise à la pension.

+

+ +

Les capitaines, les capitaines-commandants et les officiers de la force navale de grade équivalent sont normalement mis à la retraite à l'âge de 51 ans; les officiers du personnel navigant de la force aérienne de même grade, à 45 ans (arrêté du Régent du 6 février 1950, modifié par les arrêtés royaux des 18 août 1951 et 17 novembre 1952, arrêté royal du 11 décembre 1951).

Cette limite d'âge fut portée à 55 ans pour les officiers subalternes admis dans des emplois sédentaires (arrêté royal du 6 mars 1951 et arrêté royal du 11 décembre 1951), et à 52 ans pour les officiers subalternes du personnel navigant de la force aérienne admis à des emplois au sol (arrêté royal du 28 septembre 1953).

Le projet, en abrogeant les dispositions spéciales prévues pour les officiers occupant des emplois sédentaires ou des emplois au sol, aura donc comme résultat de reporter, pour ces officiers, l'âge de la retraite de 55 à 51 ans et pour les officiers du personnel navigant de la force aérienne, de 52 à 45 ans.

+

+ +

.../...

La loi du 14 février 1961, d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier, contient en son titre V des dispositions applicables à "toute personne dont les services donnent droit à l'application d'un régime de pension de retraite dont la charge est assumée par l'Etat ... " , et ce "nonobstant toute autre disposition légale, réglementaire ou contractuelle" (article 113). Ce titre s'applique donc aux militaires.

L'article 115 de cette loi dispose en son alinéa 1er :

"Sauf exceptions établies ci-après, le droit à une pension de retraite ne peut naître avant le premier du mois qui suit celui où les personnes mentionnées à l'article 113 atteignent l'âge de 65 ans".

Les alinéas 4 et 5 du même article prévoient des exceptions à ce principe; ces exceptions ne concernent pas les militaires.

Les alinéas 2 et 3 ont trait à ces derniers. Ils disposent :

"Pour les militaires et les membres du corps de gendarmerie, et jusqu'à ce qu'il y soit pourvu autrement, le droit existe au moment où ils atteignent la limite d'âge prévue par les dispositions en vigueur avant le 1er janvier 1961.

.../...

Le Roi peut, par arrêtés délibérés en conseil des Ministres, apporter les modifications nécessaires aux statuts du personnel militaire des forces armées et des membres du corps de gendarmerie en vue d'aménager les carrières militaires et les cadres de la Défense nationale".

Cet article 115, suivant ses termes mêmes, n'a trait qu'au droit à la pension que les militaires pouvaient faire valoir en application de l'article 2 des lois coordonnées sur les pensions militaires : il ne vient pas modifier l'article 3 de ces mêmes lois, qui laisse au Roi la faculté de mettre à la pension les militaires qui réunissent certaines conditions et notamment ceux qui ont atteint un certain âge (article 3, A, 4° et 5°). Toutefois, la limite d'âge dont fait état l'alinéa 2 de l'article 115 est celle que le Roi a été autorisé à fixer en vertu de cet article 3; cette interprétation résulte des travaux préparatoires et de l'article 116, § 2, alinéa 4, de la loi du 14 février 1961.

Les limites d'âge fixées par les arrêtés que le projet abroge, sont parmi celles dont parle la loi du 14 février 1961 en son article 115, alinéa 2 : elles ne peuvent dès lors être modifiées qu'en suivant la procédure prévue par l'article 115, alinéa 3, c'est-à-dire par arrêté délibéré en conseil des Ministres.

.../...

Le projet devrait dès lors être soumis à la délibération du conseil des Ministres.

+

+ +

Lors des travaux préparatoires de la loi du 14 février 1961, le Ministre de la Défense nationale a expliqué que la limite d'âge de 65 ans ne pouvait être immédiatement appliquée à l'armée; seule une réorganisation de celle-ci prévoyant un cadre opérationnel et un cadre administratif pourrait permettre un réexamen du problème des limites d'âge; la limite de 65 ans ne pourrait être appliquée qu'au personnel du cadre administratif (session 1959-1960, Chambre, Doc. parl.n° 649, I, p. 58; Doc. parl.n° 649 -27, pp.1, 3 et 6 - Ann. parl.,Chambre,12 janvier 1961, p.6 - session 1960-1961, Sénat,Doc. parl. n°98, p.9).

Un arrêté royal du 3 mars 1961 crée, au sein des forces armées, le corps administratif interforces et le corps technique interforces; il prévoit que les membres du personnel de ces deux corps sont mis à la pension à l'âge de 65 ans (article 4). Toutefois, cet arrêté qui a été pris sans l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat en invoquant l'urgence, n'aura effet que lorsque le Ministre aura déterminé les emplois réservés à ce personnel (article 2) et aura fixé les conditions de formation pour pouvoir en faire partie (article 3); ce qui n'est pas encore fait à ce jour.

.../...

A un moment où le Roi a décidé de fixer à 65 ans la limite d'âge du personnel du corps administratif et du corps technique, suivant en cela l'article 115 de la loi du 14 février 1961, il peut paraître étonnant et peu conforme à l'intention générale du législateur de 1961 de voir des limites d'âge d'officiers portées de 55 à 51 ans ou de 52 à 45 ans, alors que ces officiers occupent des emplois sédentaires ou des emplois au sol, emplois qui semblent devoir être rangés parmi ceux des deux nouveaux corps créés par l'arrêté royal du 3 mars 1961.

Le Conseil d'Etat attire l'attention du Gouvernement sur ce qu'il croit être un manque de concordance entre l'arrêté royal du 3 mars 1961 et le projet.

+
+ +

C'est sous réserve de ces observations générales que le Conseil d'Etat examine le projet qui est soumis à son avis.

+
+ +

Le projet trouve sa base légale dans l'article 3 des lois sur les pensions militaires, coordonnées le 11 août 1923, modifiées par la loi du 13 juillet 1934; il n'est dès lors pas nécessaire de viser l'article 67 de la Constitution dans le préambule.

+
+ +

L'article 1er, 2°, modifiant l'arrêté royal du 11 décembre 1951, il y a lieu de viser celui-ci dans le préambule :

"Vu l'arrêté royal du 11 décembre 1951 relatif à la pension et à l'âge de la retraite des officiers et militaires de rang subalterne de la force navale;"

+

+ +

L'article 1er du projet abroge les dispositions qui ont fixé les limites d'âge spéciales pour la mise à la retraite d'officiers subalternes occupant certains emplois. Divers arrêtés ont été pris pour fixer la liste de ces emplois à la force terrestre et à la force aérienne; ces arrêtés devraient également être abrogés.

Aucun arrêté royal fixant les emplois sédentaires de la force navale n'a été publié au Moniteur belge ; si un tel arrêté a été pris, il y aurait également lieu de l'abroger.

+

+ +

.../...

L'article 1er pourrait dès lors être rédigé
comme suit :

"Article 1er.-

Sont abrogés :

- 1° l'arrêté du Régent du 14 décembre 1949 établissant la liste des emplois sédentaires de l'armée, prévue à l'article 3 de l'arrêté du Régent du 27 mai 1949;
- 2° l'arrêté royal du 6 mars 1951 relatif à la mise à la retraite de certains officiers subalternes admis à un emploi sédentaire;
- 3° l'arrêté royal du 18 août 1951 établissant la liste des emplois sédentaires de la force aérienne, prévue à l'article 1er de l'arrêté royal du 6 mars 1951;
- 4° les articles 4, 5 et 6 de l'arrêté royal du 11 décembre 1951 relatif à la pension et à l'âge de la retraite des officiers et militaires de rang subalterne de la force navale;
- 5° l'arrêté royal du 28 septembre 1953 relatif à la mise à la retraite de certains officiers subalternes du personnel navigant de la force aérienne admis à un emploi au sol;
- 6° l'arrêté royal du 15 février 1954 désignant les emplois au sol qui peuvent être occupés par certains officiers subalternes de la catégorie des officiers du personnel navigant de la force aérienne".

+

+ +

.../...

La disposition relative à l'entrée en vigueur du projet ne devrait pas figurer à l'article 1er; il y a lieu d'en faire l'objet d'une disposition distincte, qui pourrait constituer l'alinéa 1er de l'article 2.

Cet article 2 serait rédigé comme suit :

"Article 2.-

Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1962.

Toutefois, les officiers qui, à cette date, sont maintenus en service au-delà des limites d'âge normales en application des dispositions abrogées, seront admis à la retraite à l'âge fixé par ces dispositions".

Het ontwerp heft een aantal bepalingen op, die bijzondere leeftijdsgrenzen hebben vastgesteld voor de pensionering van lagere officieren met bepaalde betrekkingen.

+

+ +

Kapiteins, kapiteins-commandanten en officieren van de zeemacht met gelijkwaardige rang worden normaal op rustpensioen gesteld op 51 jaar ; officieren van het varend personeel der luchtmacht met dezelfde rang, op 45 jaar (besluit van de Regent van 6 februari 1950, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 18 augustus 1951 en 17 november 1952 - koninklijk besluit van 11 december 1951).

Deze leeftijdsgrens is op 55 jaar gebracht voor lagere officieren die een sedentaire betrekking bekleden (koninklijk besluit van 6 maart 1951 en koninklijk besluit van 11 december 1951) en op 52 jaar voor lagere officieren van het varend personeel van de luchtmacht die tot een betrekking bij het grondpersoneel worden toegelaten (koninklijk besluit van 28 september 1953).

Door de opheffing van de bijzondere bepalingen voor officieren die sedentaire betrekkingen of betrekkingen bij het grondpersoneel bekleden, zal de pensioengerechtigde leeftijd voor deze officieren van 55 tot 51 jaar en voor de officieren van het varend personeel van de luchtmacht, van 52 tot 45 jaar worden verlaagd.

+

+ +

.../...

Titel V van de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel, bevat bepalingen die "niettegenstaande elke andere wettelijke, reglementaire of contractuele bepaling, toepasselijk zijn op elke persoon wiens diensten recht geven op de toepassing van een stelsel van rustpensioen waarvan de last gedragen wordt door de Staat..." (artikel 113). Die titel is dus ook van toepassing op militairen.

Artikel 115, eerste lid, van die wet bepaalt :

"Behoudens de hierna opgegeven uitzonderingen, mag het recht op een rustpensioen niet ontstaan vóór de eerste van de maand die volgt op deze waarin de in artikel 113 vermelde personen de leeftijd van 65 jaar bereiken".

In het vierde en het vijfde lid van hetzelfde artikel worden uitzonderingen op dit beginsel gemaakt, maar niet voor militairen.

Het tweede en het derde lid hebben wel betrekking op militairen :

"Voor de militairen en de leden van het Rijkswachtkorps, en totdat hierin op een andere wijze zal worden voorzien, bestaat het recht op het ogenblik dat zij de leeftijdsgrens bereiken, voorzien bij de bepalingen die vóór 1 januari 1961 van kracht waren .

De Koning kan, bij in Ministerraad overlegde besluiten, de nodige wijzigingen aan de statuten van het militair personeel der strijdkrachten en van de leden

.../...

van het Rijkswachtkorps aanbrengen ten einde de militaire loopbanen en de kaders bij Landsverdediging aan te passen".

Gelet op die formulering heeft dit artikel 115 alleen betrekking op de pensioenaanspraken welke de militairen konden doen gelden op grond van artikel 2 van de gecoördineerde wetten op de militaire pensioenen : het brengt geen wijziging in artikel 3 van die wetten, krachtens hetwelk de Koning de militairen die bepaalde voorwaarden vervullen en inzonderheid hen die een bepaalde leeftijd hebben bereikt, kan pensioeneren (artikel 3, A, 4° en 5°). De in artikel 115, tweede lid, bedoelde leeftijdsgrens is die welke de Koning krachtens genoemd artikel 3 gemachtigd is vast te stellen ; dit blijkt uit de parlementaire voorbereiding van artikel 116, § 2, vierde lid, van de wet van 14 februari 1961.

De leeftijdsgrenzen die vastgesteld zijn in de besluiten welke het ontwerp bedoelt op te heffen, behoren tot die waarop artikel 115, tweede lid, van de wet van 14 februari 1961 betrekking heeft : zij mogen dus niet worden gewijzigd dan overeenkomstig de procedure van artikel 115, derde lid, dit is bij in Ministerraad overlegd besluit.

.../...

Het ontwerp zou derhalve ter beraadslaging aan de Ministerraad moeten worden voorgelegd.

+
+ +

Tijdens de parlementaire voorbereiding van de wet van 14 februari 1961 heeft de Minister van Landsverdediging erop gewezen, dat de leeftijdsgrens van 65 jaar niet onmiddellijk op het leger kon worden toegepast ; alleen een reorganisatie van het leger, met invoering van een operationeel en een administratief kader, zou een nieuw onderzoek van het vraagstuk der leeftijds-grenzen mogelijk maken ; de grens van 65 jaar zou alleen op het personeel van het administratief kader kunnen worden toegepast (Zitting 1959-1960, Kamer, Gedr.St., nr 649-1, blz.58 - Gedr.St.649-27, blz. 1, 3 en 6 - Parl.Hand., Kamer, 12 januari 1961, blz. 6 , zitting 1960-1961, Senaat, Gedr. St. , nr 98, blz. 9).

Een koninklijk besluit van 3 maart 1961 richt bij de krijgsmachtdelen een administratief intermachtenkorps en een technisch intermachtenkorps op ; het bepaalt, dat het personeel van beide

.../...

korpsen op de leeftijd van 65 jaar wordt gepensioneerd (artikel 4). Dit besluit hetwelk, gelet op de dringende noodzakelijkheid, is vastgesteld zonder dat het advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State werd ingewonnen, zal slechts uitwerking hebben wanneer de Minister de voor dat personeel bestemde ambten aangewezen (artikel 2) en de vormingsvoorwaarden om er deel van uit te maken, vastgesteld heeft (artikel 3); dit heeft hij alsnog niet gedaan.

Nu de Koning, op grond van artikel 115 van de wet van 14 februari 1961, besloten heeft de leeftijdsgrens van het personeel van het administratief korps en van het technisch korps op 65 jaar te bepalen, kan het vreemd lijken, en weinig in overeenstemming met het algemeen opzet van de wetgever van 1961, dat de leeftijdsgrenzen voor officieren van 55 op 51 jaar of van 52 op 45 jaar gebracht worden, terwijl het toch gaat om sedentaire betrekkingen of betrekkingen bij het grondpersoneel, welke bij die van een der twee door het koninklijk besluit van 3 maart 1961 opgerichte nieuwe korpsen schijnen te moeten worden ingedeeld.

De Raad van State vestigt de aandacht van de Regering op hetgeen hij als een gemis van overeenstemming tussen het koninklijk besluit van 3 maart 1961 en het ontwerp beschouwt.

+

+ +

.../...

Onder voorbehoud van deze algemene opmerkingen, onderzoekt de Raad van State het hem voorgelegde ontwerp.

+

+ +

Rechtsgrond voor het ontwerp is artikel 3 van de op 11 augustus 1923 gecoördineerde wetten op de militaire pensioenen, gewijzigd bij de wet van 13 juli 1934; het is derhalve onnodig, in de aanhef te verwijzen naar artikel 67 van de Grondwet.

+

+ +

Aangezien artikel 1, 2°, het koninklijk besluit van 11 december 1951 wijzigt, moet dit in de aanhef worden vermeld als volgt :

"Gelet op het koninklijk besluit van 11 december 1951 betreffende het pensioen en de leeftijd van het rustpensioen der officieren en militairen van lagere graad van de zeemacht;".

+

+ +

Artikel 1 van het ontwerp heft de bepalingen op, die de bijzondere leeftijdsgrenzen hebben vastgesteld voor de pensionering van lagere officieren die bepaalde betrekkingen bekleden. Verscheidene besluiten hebben de lijst van die betrekkingen bij de landmacht en bij de luchtmacht vastgesteld; ook die besluiten zouden moeten worden opgeheven.

.../...

In het Belgisch Staatsblad is geen koninklijk besluit tot vaststelling van de sedentaire betrekkingen bij de zeemacht bekendgemaakt; mocht een dergelijk besluit toch bestaan, dan dient ook dat te worden opgeheven.

+
+ +

Artikel 1 zou dan kunnen worden gelezen als volgt :

"Artikel 1.-

Opgeheven worden :

- 1° het besluit van de Regent van 14 december 1949 tot vaststelling van de in artikel 3 van het besluit van de Regent van 27 mei 1949 bedoelde lijst der sedentaire ambten van het leger;
- 2° het koninklijk besluit van 6 maart 1951 betreffende het op rustpensioen stellen van sommige lagere officieren die een sedentaire betrekking bekleden;
- 3° het koninklijk besluit van 18 augustus 1951 tot vaststelling van de in artikel 1 van het koninklijk besluit van 6 maart 1951 bedoelde lijst der sedentaire ambten van de luchtmacht;

.../...

- 4° de artikelen 4, 5 en 6 van het koninklijk besluit van 11 december 1951 betreffende het pensioen en de leeftijd van het rustpensioen der officieren en militairen van lagere graad van de zeemacht;
- 5° het koninklijk besluit van 28 september 1953 betreffende het op rustpensioen stellen van bepaalde lagere officieren van het varend personeel der luchtmacht die tot een betrekking bij het grondpersoneel worden toegelaten;
- 6° het koninklijk besluit van 15 februari 1954 tot aanduiding van de betrekkingen bij het grondpersoneel, die mogen bekleed worden door sommige lagere officieren van de categorie der officieren van het varend personeel der luchtmacht".

+

+ +

De bepaling betreffende de inwerkingtreding van het ontwerp is niet op haar plaats in artikel 1; hiervoor is een afzonderlijke bepaling vereist, die het eerste lid van artikel 2 kan vormen.

Men leze dit artikel dan als volgt :

"Artikel 2.-

Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1962.

.../...

De officieren echter die op genoemde datum boven de normale leeftijdsgrenzen in dienst zijn gehouden op grond van de opgeheven bepalingen, worden gepensioneerd op de leeftijd welke door die bepalingen is vastgesteld".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.SUETENS,
de Heren :

premier président,
eerste-voorzitter,

L.MOUREAU,
G.HOLOYE,

conseillers d'Etat,
raadsheren van State,

P.DE VISSCHER,

assesseurs de la
section de législation,

J.ROLAND,

bijzitters van de
afdeling wetgeving,

C.ROUSSEAUX,

greffier adjoint,
adjunct-griffier,

greffier
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par M.F.REMION, auditeur .

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H.F.REMION, auditeur .

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) C. ROUSSEAUX.

(s) J. SUETENS.